



SOUS-PREFECTURE DU VIGAN

Le VIGAN le 30 janvier 2020

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2020-01-018

de mise en demeure de la société les Carrières de Pompignan

de procéder à l'actualisation des garanties financières et à l'établissement d'un plan d'exploitation en non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°0504024 du 18 avril 2005

Le Préfet du Gard
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-7, L.171-8 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 0504024 du 18 avril 2005 autorisant la société Les Carrières de Pompignan à exploiter une carrière de pierre de taille calcaire sur le territoire de la commune de Pompignan aux lieux-dits "Le Devois Long" et "Les Cabasses";
- Vu** l'inspection effectuée sur le site le 20 décembre 2019 ;
- Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 27 décembre 2019 ;
- Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant le 31 décembre 2019 ;
- Vu** la réponse de l'exploitant en date du 16 janvier 2020 ;

Considérant les constats effectués sur le site au cours de l'inspection susvisée portant notamment sur les garanties financières, et le plan d'exploitation ;

Considérant que l'inspection des installations classées avait déjà demandé à l'exploitant par courrier du 18 décembre 2018 un acte de cautionnement des garanties financières correspondant à la troisième tranche quinquennale ;

Considérant que l'exploitant avait répondu en date du 16 janvier 2019 en transmettant un document qui ne correspondait pas aux montants de garanties financières exigibles ;

Considérant qu'aucun plan d'exploitation n'a été établi depuis 2012 ;

Considérant que l'établissement de ce plan est nécessaire pour établir les montant des garanties financières exigibles ;

Considérant, en conséquence que les prescriptions des articles 1.9.2.2 et 2.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 0504024 du 18 avril 2005 ne sont pas respectées ;

Considérant qu'il convient de mettre en demeure l'exploitant de se conformer à ces prescriptions ;

Sur proposition de Mme la Sous-Préfète du Vigan ;

ARRÊTE

Article 1 -

La société Les Carrières de Pompignan (siège social : Route de Sauve 30170 Pompignan, idem adresse administrative) est mise en demeure, pour la carrière de pierre de taille de calcaire qu'elle exploite sur la commune de Pompignan aux lieux-dits "Le Devois Long" et "Les Cabasses":

- de respecter les prescriptions de l'article 1.9.2.2 de l'arrêté susvisé en transmettant à l'inspection des installations classées un acte de cautionnement des garanties financières établi en application des prescriptions des arrêtés ministériels susvisés ;
- de respecter les prescriptions de l'article 2.2.2 du même arrêté en transmettant à l'inspection des installations classées un plan d'exploitant actualisé au 31 décembre 2019,

dans un délai de 3 mois (à compter de la notification du présent arrêté).

Article 2 -

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code.

Article 3 - Délais et voies de recours

Conformément aux articles L 171-11 et L 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de NÎMES, dans les délais prévus à l'article R 514-3-1 du même code :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application, informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 - Publicité

En vue de l'information des tiers :

Une copie du présent arrêté sera déposée en Mairie de Pompignan et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois.

L'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Gard pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 - : Exécution et ampliation

Le présent arrêté sera notifié à la société Les Carrières de Pompignan

- Mme la sous-préfète du Vigan ;
- M. le maire de la commune de Pompignan ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie – unité inter-départementale Gard-Lozère à Nîmes,

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation

la sous-préfète du Vigan


Joëlle GRAS